

**Zeitschrift:** Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

**Herausgeber:** Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

**Band:** 27 (1933)

**Buchbesprechung:** Rezensionen = Comptes rendus

**Autor:** [s.n.]

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

**Moudon sous le régime savoyard** par † Bernard de Cérenville et Charles Gilliard, avec illustrations et plans. — Tome XIV de la seconde série des « Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande » (Librairie Payot et C<sup>ie</sup>, Lausanne, 1929).

Cet important ouvrage de 722 pages est à tous points de vue une publication remarquable dans son fond et dans sa forme. Il témoigne d'une conscience et d'une impartialité irréprochables en même temps que d'une mise en œuvre très habile des méthodes historiques qui désormais sont les seules admissibles. C'est donc dire non seulement qu'aucun fait n'y est avancé sans preuve, sans renvoi aux documents par de copieuses notes indiquant une vaste connaissance de la bibliographie et des sources manuscrites ou monumentales relatives à Moudon ; mais c'est dire aussi qu'il ne s'y trouve pas de ces hypothèses fantaisistes, pressées de tirer d'un ou deux faits des déductions ou des généralisations hâtives et hasardées : chaque affirmation, chaque fait y sont donnés avec leur degré exact de certitude ou de probabilité. Dès lors, le *Moudon sous le régime savoyard* de MM. de Cérenville et Gilliard est un travail qui, sauf découverte toujours possible de nouveaux documents, pourra être consulté comme définitif et sur lequel on s'appuiera en toute sécurité sans avoir à le contrôler à chaque page d'après les sources. L'éloge est de poids. Eux-mêmes ont constaté ne pouvoir en affirmer toujours autant de certains de leurs devanciers, auteurs d'ouvrages ou d'articles traitant de Moudon. Par exemple, dans une note sur Moudon aux débuts du moyen âge, après avoir déclaré que 700 ans de silence enveloppent encore à l'heure actuelle l'histoire de la cité et qu'ils n'essayeront pas de percer cette obscurité, faute de documents qui le leur permettent, ils montrent que le peu qu'en ont dit avant eux des historiens ne peut être soutenu en raison précisément de cette absence de renseignements historiques sûrs.

La présentation formelle de l'ouvrage n'est pas moins digne d'éloges. Ce gros volume, avec ses excellentes tables, ses illustrations, plans, cartes et fac-similés bien choisis et bien exécutés, sa fort belle typographie, fait honneur à la librairie Payot. Mais aux auteurs en revient le premier mérite, ainsi que celui du style soigné et de la claire ordonnance des chapitres, qui complètent l'agrément de parcourir la suite des fastes du vieux Moudon : l'époque romaine, quand Moudon s'appelait « Minnodunum » ; le premier moyen âge où, sur sa colline fortifiée, le « Castrum Melduni », défendu par une grosse tour carrée, se groupait déjà autour de son église de St-Etienne ; la conquête savoyarde et Moudon sous les premiers princes de Savoie, Thomas et Pierre de Savoie ; Moudon sous les barons de Vaud, Louis I<sup>er</sup> et Louis II ; le retour de Moudon avec celui de la baronnie de

Vaud aux comtes de Savoie et l'apogée de la puissance savoyarde sous Amédée VI, le « comte vert », Amédée VII, le « comte rouge », Amédée VIII, « l'antipape » ; le déclin de la puissance savoyarde et les guerres de Bourgogne alors que Moudon capitula entre les mains des Suisses et fut pillée, quelques jours après Morat ; la fin du régime savoyard et la conquête bernoise que Moudon accepta sans difficulté, tout en s'opposant d'abord à la prédication du protestantisme, qui lui fut néanmoins imposée par les conquérants. Ces époques très diverses se déroulent comme un film instructif dont les scènes politiques et militaires forment un cadre solide aux détails précis et pleins de couleur locale sur les mœurs, les coutumes, les institutions.

Car en historiens avertis des méthodes et des goûts modernes, MM. de Cérenville et Gilliard ne se sont pas contentés d'histoires politiques et militaires. Ils les ont copieusement entremêlées de données que, pour notre part, nous estimons beaucoup plus intéressantes, relatives à la vie administrative, sociale, religieuse, intellectuelle et artistique de la vieille cité. Un chapitre entier est consacré à la fameuse Charte de Moudon, dont les franchises et coutumes s'étendirent par la suite à presque tout le pays de Vaud savoyard. Plusieurs chapitres décrivent : le développement de Moudon au XIII<sup>m</sup>e siècle ; la vie à Moudon pendant le règne des barons de Vaud ; l'administration savoyarde ; la population de Moudon, bourgeois et autres, leurs noms et leurs professions ; enfin, Moudon à la veille de la conquête bernoise. Cette dernière partie comprend à elle seule quatre chapitres intitulés : les habitants, l'Eglise, la commune, les finances communales.

Les curieux d'histoire ecclésiastique pourront puiser en abondance, dans le livre de MM. de Cérenville et Gilliard, des renseignements utiles à leurs études spéciales. Une large place y est consacrée à la vie religieuse : d'abord, aux relations de l'évêque de Lausanne avec Moudon, donnée avec le comté de Vaud par Rodolphe III de Bourgogne à ce prélat, lequel s'en vit dépouiller au milieu du XII<sup>m</sup>e siècle par son avoué, le comte de Genevois ; puis les luttes qui, finalement, laissèrent Moudon au comte de Savoie sous la suzeraineté de l'évêque. Et quelle richesse de détails sur les églises et chapelles avec leurs autels et fondations ; les curés, chapelains et autres prêtres, leurs privilèges, leurs mérites comme aussi leurs défauts ; les reliques, les jeûnes et les fêtes religieuses ; les testaments, les anniversaires et les dotations, témoignages de la piété et de la charité des fidèles ; les hôpitaux et la léproserie ; les enfants de chœur, leur chant, leur organisation des Innocents en ce que nous appellerions aujourd'hui une petite maîtrise ; les corporations et confréries ; enfin, l'opposition générale du début à l'introduction du protestantisme par les Bernois.

En somme, l'histoire de Moudon, consciencieusement éclairée et exposée par MM. de Cérenville et Gilliard, fournit une nouvelle preuve, extrêmement précieuse, en faveur de cette affirmation générale : si le moyen âge ne fut pas cet âge d'or de littérature et d'art romantiques qu'ont idéalisé des admirateurs par trop naïfs, il ne fut pas non plus cette époque de ténèbres, d'ignorance, de grossièreté, de saleté, de servitude que quelques-uns cherchent à faire honnir pour des motifs où n'entre guère le souci de l'objectivité historique. Il eut ses lumières et ses ombres, comme d'ailleurs toutes les

périodes de l'histoire universelle. Quant à vouloir les compter et les peser pour établir des statistiques et des comparaisons, il y faudrait une érudition peu ordinaire, que seuls s'arrogent de prétentieux demi-savants. Mais, à vue sommaire, nous doutons que de vrais savants impartiaux penchent pour les périodes modernes et contemporaines. Car enfin, c'est bien à ces dernières qu'appartiennent les funestes guerres de religion, les sanglantes révolutions politiques et sociales, les chroniques scandaleuses de boue et de sang, d'immoralité effrénée et de malhonnêteté financière dont sont pleins nos journaux ! En tout cas, de l'aveu de MM. de Cérenville et Gilliard, le XIII<sup>me</sup> siècle, siècle par excellence du catholicisme à son apogée médiéval, fut une époque de grande prospérité pour Moudon : centre de la domination savoyarde, capitale judiciaire du pays, lieu habituel de réunion des Etats de Vaud, la ville se peupla et s'agrandit de plusieurs quartiers neufs ; la belle église encore debout de St-Etienne, réplique en plus petit de la cathédrale de Lausanne et monument du meilleur style ogival, fut construite à ce moment en même temps que Moudon était dotée de franchises étendues.

Personne ne s'offusquera, nous l'espérons, que nous terminions ce compte rendu par une constatation destinée, non pas à déprécier qui que ce soit, mais à mieux faire ressortir la valeur du beau travail de MM. de Cérenville et Gilliard : cette constatation porte sur la différence frappante entre leur méthode, leur style, leur excellente manière de présenter les résultats de leurs savantes recherches et ces mêmes conditions d'une œuvre historique parfaite chez les premiers collaborateurs de la magnifique et précieuse collection des « Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande ». Quel progrès de ceux-ci à ceux-là ! Il est vrai qu'il reflète le progrès des études historiques en général. Editeurs et auteur voudront bien nous pardonner d'avoir tant tardé à dire tout le bien que nous pensions depuis longtemps de *Moudon sous le régime savoyard*.

E.-S. Dupraz.

---

**Farner Alfred. Die Lehre von Kirche und Staat bei Zwingli.** 1930. Verlag von J. C. B. Mohr (Paul Siebeck) in Tübingen.

Diese von Prof. Fleiner geleitete Zürcher Dissertation entwickelt in ihren zwei ersten Hauptteilen aus den Schriften des Reformators den Zwinglischen Kirchen- und Staatsbegriff. Zwinglis Kirchenbegriff wandelt sich seit 1527 unter dem Einflusse der Prädestinationslehre von einer « Kirche der Gläubigen » zu einer « Kirche der Auserwählten », die in der Gemeinde als « Gemeinschaft von Urteilsberechtigten und Handlungsbefugten » ihre sichtbare Form gefunden hat. Ihre Ordnungsnatur bezeichnet Farner mit einer über Sohm hinausgehenden Terminologie als « pneumatisch-charismatisch ». Kirche ist die durch das Wort Gottes zusammengehaltene, « im allgemeinen Priestertum ihren Ausdruck findende personale Gemeinschaft der Gläubigen ». Staat und Recht haben ihre Grundlage in der sündigen Natur des Menschen ; sie haben die äußere Gerechtigkeit aufrecht zu erhalten. Mehr als ein durch den Sündenfall

bedingtes Übel wird der Staat, der sich in den Dienst des Reiches Gottes stellt. Die weltliche Gewalt wird dann zu einer von Gott gesetzten. Die positive Rechtsordnung hat die Gerechtigkeit des Gottesreiches aufrecht zu erhalten; von hier aus empfängt sie ihre bindende Macht. Die Herrschaft dieser gerechten Ordnung herzustellen ist die Aufgabe der christlichen Obrigkeit. Der beste Staat ist dort, wo die weltliche Obrigkeit christlich ist.

Trotz dieser Hinordnung sind Kirche und Staat, wie Farner im 3. Teil seiner Arbeit darlegt, zwei völlig selbständige Gewalten. Gegenüber Tröltzsch und der allgemeinen Auffassung in der kirchenrechtlichen Literatur weist Farner nach, daß die Lehre Zwinglis über das Verhältnis von Kirche und Staat nicht mehr auf der mittelalterlichen Idee des *Corpus christianum* beruht. Bei Zwingli ist nicht mehr die Taufe, sondern der persönliche Glaubensakt die Grundlage des Kirchenbegriffes. Damit ist die mittelalterliche Lehre von der Kirche als sichtbarer äußerer Verbandseinheit der ganzen Christenheit aufgegeben, weltliches und geistliches Gebiet grundsätzlich getrennt. Kirche und Staat sind zwei voneinander verschiedene selbständige Ordnungen geworden. Der Zwingli'sche Kirchenbegriff begründet aber auch eine neue Art der Verbindung zwischen Kirche und Staat. Aus obrigkeitlicher Befugnis kommt der Obrigkeit keine Gewalt in der Kirche zu. Aber als christliche Obrigkeit ist sie im Besitze aller Priesterrechte jedes Christen. Ja sie ist als *praecipuum membrum ecclesiae* verpflichtet, der Kirche in jeder Notlage zu helfen. Diese Pflicht geht jedoch nicht soweit, daß auch der Glaube durch staatlichen Zwang aufrecht erhalten werden muß. Der Verfasser behauptet vielmehr, daß Zürich, als es den Täufern Gelegenheit zum Auswandern gab, « mit dem mittelalterlich-katholischen Ketzerrecht gebrochen » und daß die Zwingli'sche Toleranzidee die tiefe Kluft sei, welche « die Reformation von dem mittelalterlich-katholischen Ketzerrecht scheidet ». Die Behauptung ist in einer juristischen Dissertation verwunderlich. Zwinglis « Toleranz »-Politik, die Nikolaus Paulus (*Protestantismus und Toleranz*, S. 180 ff.) aus den Quellen dargelegt hat, unterscheidet sich vom « mittelalterlich-katholischen Ketzerrecht » (der Ausdruck ist jedem, der in Zürich Kirchenrecht gehört hat, wohlvertraut) höchstens graduell, niemals aber wesentlich, denn ob Auswandern (es war ein Müssen, nicht ein Dürfen!) oder Verbrennen: das Entscheidende liegt immer im gewaltsamen Ausschluß aus der staatlichen Gemeinschaft. Dem Staatsrecht der Reformation war überhaupt der Begriff der *religio tolerata* mit (wenn auch eingeschränktem) Kultusrecht einer andern Konfession noch unbekannt. Wo es zur Ausbildung von Toleranzverhältnissen kam, war es, weil dort das staatliche *jus reformandi* nicht durchzudringen vermochte, sei es wegen Schwäche des betr. Staatswesens (wie in Appenzell) oder wegen äußeren Eingriffen (wie in Glarus).

In einem letzten Abschnitte wird die geschichtliche Entwicklung von Zwinglis Kirchenpolitik, die aus dem Zürcher Staatswesen eine « prophetische Theokratie » machte, dargelegt. Zum Mittelpunkt derselben wurde der 1528 eingeführte geheime Rat. Derselbe spielte nicht nur in Zürich

eine große Rolle ; er wurde auch in den katholischen Orten zum Zentralinstitut des gegenreformatorischen Staatsrechtes. Es wäre zu wünschen, daß die wichtige Institution einmal gesamthaft untersucht würde. Mit dem Tode Zwinglis « fiel das pneumatische Moment aus der Führung der zürcherischen Kirche », die nun zur bloßen Staatskirche wurde. Die Wendung deckt die ganze Tragik der Zwingli'schen Lehre von Kirche und Staat auf.

Dr. E. F. J. Müller.

**Pastor Ludwig v. Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters.** — XVI. Band : *Geschichte der Päpste im Zeitalter des fürstlichen Absolutismus von der Wahl Benedikts XIV. bis zum Tode Pius' VI.* (1740-1799). — I. Abteilung : *Benedikt XIV. und Clemens XIII.* (1740-1769). 1.-7. Auflage (xxii. u. 1012 SS.). Herder, 1931. 23 M. ; in Leinwand 27 M. ; in Halbfranz 30 M.

Dans l'histoire de la Papauté, Urbain VIII avait été le point culminant de la période inaugurée par Paul III ; puis, pendant la deuxième moitié du XVII<sup>me</sup> siècle, on constate un arrêt et même un recul, et, au cours du XVIII<sup>me</sup>, l'un des plus tristes de l'histoire de l'Eglise, déclare Pastor, un seul pape émerge : Benoît XIV. C'est à lui et à Clément XIII qu'est consacré cet important volume de *L'Histoire des Papes*, le plus considérable de la collection, puisqu'il comprend plus de mille pages, sans les documents inédits ni les tables, dont la publication a été réservée pour la fin des tomes suivants.

Après la mort de Clément XII, le conclave s'ouvrit le 19 février 1740 et dura six mois : c'est le plus long qu'on ait à enregistrer depuis le Grand Schisme. Les cardinaux s'y trouvèrent bientôt au nombre de cinquante en moyenne. Quatre fois, tel ou tel d'entre eux réunit jusqu'à 30 suffrages et même plus, et fut donc sur le point d'être élu ; mais l'opposition se montrait tenace, si bien que, en fin de compte, surgit inopinément une candidature nouvelle, celle de Prosper Lambertini : lui qui, le 15 août, n'avait obtenu aucune voix, en recueillit 50 le lendemain, au 255<sup>me</sup> tour de scrutin.

Le nouveau Pape était né à Bologne, en 1675. Il avait étudié moins la scolastique que les Pères de l'Eglise et les conciles, puis le droit canon. C'est jeune encore qu'il publia son célèbre traité sur la béatification et la canonisation. Il devint évêque d'Ancône en 1727, fut créé cardinal l'année suivante par Benoît XIII, et nommé archevêque de Bologne en 1731.

Robuste, très sobre et même, vers la fin de sa vie, complètement abstinent, il tenait à se donner du mouvement. Le matin, il se rendait volontiers à pied à l'une des églises de la Ville éternelle, pour y célébrer la messe, et le soir, il faisait régulièrement une promenade de deux heures, aimant à aborder dans la rue les gens du peuple, et à causer, à Castelgandolfo, avec les paysans. Il n'y eut chez lui aucun népotisme : c'est ainsi qu'il avisa son frère, qui habitait Bologne, d'attendre, pour venir à Rome, qu'il le lui fasse dire, mais il ne l'appela jamais.

Bon, bienveillant, accommodant, sans intransigeance, dans la question du Jansénisme en particulier, très humble, malgré sa science, qui était remarquable, il était de plus d'un caractère enjoué, et il est demeuré célèbre à Rome pour ses bons mots.

Il traitait lui-même les affaires diplomatiques. Soucieux surtout d'éviter les conflits avec les Puissances, il voulait, par des concessions, cheminer entre l'absolutisme d'Etat et le gallicanisme, le philosophisme du XVIII<sup>m</sup>e siècle et le nationalisme. Vis-à-vis de l'Espagne, il se montra d'une condescendance qui, à Rome, fut jugée excessive. Par contre, avec Marie-Thérèse et l'Autriche, les relations furent momentanément un peu tendues.

Benoît XIV améliora l'état des finances pontificales. Il fit entreprendre d'importantes transformations à Sainte-Marie-Majeure, à Sainte-Croix-de-Jérusalem, au Panthéon, à Sainte-Marie-des-Anges, réparations qui ne furent d'ailleurs pas toutes heureuses. Plusieurs avaient été ordonnées en vue du Jubilé de 1750, dont le Pape s'occupa activement, et qui vit accourir à Rome des foules considérables. (800 pèlerins suisses prirent, en cette année, le chemin de la Ville éternelle.) Le Colisée fut restauré, lui aussi, par les soins du Pape, ainsi que le chemin de la croix qui y avait déjà été antérieurement érigé et dont l'exercice fut confié à une confrérie. A l'occasion du Jubilé, cette prédication fut faite, avec le succès que l'on devine, par saint Léonard de Port-Maurice. (Il y a une redite à ce propos et une légère contradiction aux pages 122 et 230.)

Benoît XIV attira à Rome des savants ; il appuya les Bollandistes et surtout le célèbre Muratori. Il fonda des académies, aux séances desquelles il aimait à assister. Il s'intéressa à la bibliothèque vaticane, à l'université romaine et à celle de Bologne, ainsi qu'au progrès des sciences physiques, de la botanique et de l'astronomie. Il acheta nombre de statues provenant de la villa d'Hadrien et de la villa d'Este, ainsi la fameuse Vénus du Capitole. Comme on connaissait son amour pour les livres, on lui en envoyait de toutes parts. On sait que Voltaire lui dédia son *Mahomet*, et Benoît XIV, qui ne savait pas le français, remercia l'auteur en lui envoyant une médaille d'or. Cela fit un peu scandale, et quand la tragédie de Voltaire parut en italien, le Pape n'hésita pas à la prohiber et écrivit pour se justifier. Il commit d'autres imprudences de ce genre, qui contribuèrent à le faire passer pour un esprit avancé, de même qu'il fut victime de quelques illusions, celle entre autres de donner foi au bruit répandu alors à Rome de la prochaine conversion de Frédéric II au catholicisme.

Il prit différentes initiatives en matière liturgique et surtout canonique. Il apporta des modifications à la congrégation de l'Index. Il approuva les Passionnistes et les Rédemptoristes. Il assista personnellement à l'élection de plus d'un général d'Ordre. Il canonisa saint Fidèle de Sigmaringen. Il avait d'ailleurs une prédilection pour les Capucins : c'est lui qui leur conféra la charge de prédicateur au Vatican. Il s'intéressa vivement aux missions. Dans la question des rites chinois, il avait la conviction que les Jésuites n'avaient pas accepté les ordres du Saint-Siège et qu'ils ne voulaient pas obéir et se déclara opposé aux concessions faites par Mezzabarba.

Confirmant le décret de Clément XI, il donna en ces matières la décision définitive. Il se prononça dans le même sens quant aux usages malabares : reprenant la solution qu'il avait déjà préconisée comme cardinal, sous le même Clément XI qui lui avait confié l'examen de cette affaire, il se montra plutôt sévère, renouvelant pour dix ans, mais pour la dernière fois, certaines concessions, celle, par exemple, d'omettre l'onction de salive au baptême, dans les cas jugés nécessaires. Les missions de l'Inde, comme celles de Chine, déclare le P. Kneller, qui a achevé ce chapitre, n'ont pas été détruites pour autant.

Benoît XIV mourut le 3 mai 1758, dans sa 84<sup>me</sup> année et l'on vit, pour la première fois depuis la Réforme, les protestants eux-mêmes reconnaître ses qualités. Au nouveau conclave, grâce au veto des cardinaux français — ce fut la dernière exclusive au XVIII<sup>me</sup> siècle et la seule qu'ait prononcée la France — Cavalchini ayant été évincé, qui en remercia d'ailleurs la Providence et ses collègues, le choix des cardinaux tomba sur Rezzonico, qui ne tenait d'ailleurs pas davantage à la tiare, et qui prit le nom de Clément XIII.

Le nouveau Pape était la bonté même. Un peu étroit d'idées et hésitant, il demandait trop conseil et ne fut pas toujours heureux dans le choix de son entourage. On abusa de sa bonté : le fait que, pendant les onze ans de son pontificat, 10,000 crimes furent commis dans l'Etat pontifical, dont 4,000 à Rome, en est un indice caractéristique. Au reste, digne et pieux, il eut le malheur de régner en des temps particulièrement tristes et difficiles.

Clément XIII canonisa saint Joseph de Cupertino, saint Joseph Calasanz, sainte Jeanne de Chantal. Il introduisit, à la suite de nombreuses requêtes, la fête du Sacré-Cœur, alors que Benoît XIV, pour des motifs de tradition, s'y était montré plutôt opposé.

L'esprit du siècle se déchaînait contre l'Eglise, et tout d'abord contre les Jésuites. Von Hontheim, dans son *Febronius*, les avait déjà attaqués, et Pombal avait arraché à Benoît XIV un bref ordonnant, en Portugal, la réforme de leurs maisons : entre les mains du cardinal François de Saldanha, archevêque de Lisbonne, auquel ces fonctions de visiteur furent confiées, et qui s'était laissé gravement influencer par les adversaires de la Compagnie, cette mesure marqua en réalité le début de la persécution engagée contre les Jésuites.

L'animosité des cours bourboniennes s'accentua sous Clément XIII, qui comptait dans son entourage plusieurs adversaires des Jésuites, notamment un de ses neveux et le cardinal Passionei, ancien nonce en Suisse. Le Pape, soucieux de conserver la paix et d'éviter un schisme plus grave, demanda aux victimes le silence et poussa lui-même la condescendance jusqu'aux extrêmes limites ou n'éleva la voix pour protester que lorsque le mal était déjà accompli.

Alléguant le conflit qui avait suivi la nouvelle délimitation des colonies portugaises et espagnoles au Paraguay, puis l'attentat dirigé contre le roi Joseph I<sup>er</sup>, et accusant injustement les Jésuites de complicité dans ces deux affaires, Pombal les chassa du Portugal et les fit conduire dans les Etats de l'Eglise.

La France s'engagea dans la même voie. Louis XV était faible et la Compagnie avait en Choiseul un adversaire redoutable. Les malheureuses entreprises financières du P. Lavalette à la Martinique fournirent un prétexte qui fut largement exploité. Les Jésuites escomptèrent se sauver par des concessions d'ordre doctrinal : ils renoncèrent à la théorie du pouvoir même indirect du Pape sur le temporel et souscrivirent aux quatre fameux articles gallicans. C'était naturellement mettre leur Général à Rome en délicate posture. Ils n'en furent pas moins supprimés, à Paris et dans les provinces puis, par un décret royal de 1764, dans l'ensemble de la France. Plusieurs quittèrent la Compagnie ; le grand nombre furent sécularisés, prirent des places de précepteurs ou offrirent leurs services dans le ministère paroissial.

Ce fut enfin le tour de l'Espagne. Là, les religieux étaient contre les Jésuites, en particulier les Augustins — dont le Général, Vasquez, fait assez triste figure dans toute cette affaire — et les évêques furent contraints d'approuver, dans leurs mandements, les mesures persécutrices. Une émeute, qui obligea le roi à quitter momentanément Madrid, et qui était une protestation contre un ministre détesté et contre le renchérissement de la vie, fut mise sur le compte des Jésuites ; on en voulait de plus à leurs « réductions » d'Amérique. Le décret de bannissement fut signé le 27 février 1767, mais gardé absolument secret et exécuté, en quelques heures, à Madrid, dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril. Clément XIII refusa d'accepter dans ses Etats les malheureux proscrits : le procédé consistant à lui amener, à tour de rôle, depuis les différentes nations européennes, des religieux qu'on chassait de leur pays, était par trop simpliste. Il en était résulté une augmentation sensible du prix de toutes les denrées dans les Etats du Pape. Par ailleurs, celui-ci avait pu constater que ces religieux émigrés, aigris, arrachés à leurs occupations et à leur vie conventuelle, témoignaient d'un état d'esprit qui n'était pas toujours sans danger. Les Jésuites d'Espagne furent donc conduits en Corse. De là, un assez grand nombre prirent la fuite, mais ne tardèrent pas à être remplacés par leurs confrères qu'on ramenait des colonies. Lorsque la Corse eut été achetée à Gênes par la France, la vie de ces exilés y devint naturellement impossible. Ceux qui ne sécularisèrent pas furent conduits sur le continent, dans le voisinage des Etats pontificaux, où le Pape dut finir par les accueillir, comme il dut accepter aussi ceux que chassèrent, à l'exemple de l'Espagne, les gouvernements de Naples, de Parme et enfin de l'île de Malte.

Les ennemis des Jésuites voulaient cependant plus encore. Clément XIII, ayant protesté contre la principauté de Parme, à la suite en particulier de mesures contraires aux immunités ecclésiastiques qu'avait décrétées le ministre Du Tillot, toutes les cours bourbonniennes prirent fait et cause pour ce dernier, exigèrent du Pape le retrait de son monitoire et finirent par lui demander formellement la suppression pure et simple de la Compagnie de Jésus. Ceci se passait en janvier 1769. Clément XIII prit connaissance en pleurant de ces exigences, que le nonce de Paris et plusieurs cardinaux lui conseillaient d'accepter. Il fixa au 3 février un consistoire

pour discuter de cette affaire ; mais cette pénible séance lui fut épargnée : la veille au soir, il mourut subitement d'une attaque.

Cette lamentable histoire de l'assaut livré de toutes parts contre la Compagnie de Jésus est racontée en plus de 400 pages, et c'est ce qui explique pourquoi le pontificat de Clément XIII, en somme assez insignifiant, occupe plus de place que celui de Benoît XIV. Ces chapitres qui, du moins dans leur rédaction dernière, sont dus à M. P. Kratz, à Rome, sont écrits, il faut le reconnaître, avec calme et objectivité. Ils sont, malgré tout, trop étendus. On a beau dire dans le prospectus qu'ils rentrent dans l'histoire de la Papauté, puisque, par-dessus les Jésuites, c'était à l'Eglise du Christ et à son vicaire qu'on en voulait en réalité. D'abord, ce n'est pas absolument vrai : l'auteur, comme on le lui a reproché, donne trop l'impression d'une coalition voulue du laïcisme de l'époque contre toute religion surnaturelle. Ensuite, à ce taux-là, et à plus juste titre, puisqu'ici l'intention était plus manifeste, il eût fallu analyser les écrits des Encyclopédistes, dont il n'est, en réalité, à peine question dans ce volume. Il n'était, du moins, pas nécessaire de résumer tout au long les rapports et contre-rapports présentés contre les Jésuites ou en leur faveur, et d'entrer dans tant de détails, notamment au sujet de l'Espagne. A regret, on est obligé de constater — et la critique a été unanime à le faire — que ce volume présente, dans sa composition, un certain manque d'équilibre et qu'il est devenu, dans sa deuxième partie, avant tout une histoire de la Compagnie de Jésus à la veille de sa suppression.

*L. Wæber.*

---

**Brüschweiler Paul. Die landfriedlichen Simultanverhältnisse im Thurgau.** Gr. 8°. XVII-522 SS. Geheftet Fr. 7.— ; RM 5.60. Verlag von Huber & Co. Frauenfeld u. Leipzig.

Im Kanton Thurgau gibt es gegenwärtig noch 26 Kirchgebäude, die sowohl von den Katholiken als auch von den Evangelischen benutzt werden. Diese Simultanverhältnisse wurden durch den zweiten Landfrieden vom 16. November 1531 begründet und haben sich seither nicht wesentlich geändert. Paul Brüschweiler hat es unternommen, der Entstehung dieser Verhältnisse nachzugehen und ihren jetzigen Zustand darzulegen. Es war ein dankbares Thema für eine Doktordissertation. Unter Prof. Dr. Fleiner in Zürich begann er diese kirchenrechtliche Studie. Als sie nahezu vollendet war, überraschte den hoffnungsvollen jungen Gelehrten im März 1932 der Tod. Die Veröffentlichung der fleißigen Arbeit übernahm dann Hans Brugger in Zürich.

Einem eingehenden rechtsgeschichtlichen Teile folgt auf Grund einer ausgedehnten Untersuchung des heutigen Rechtszustandes die Feststellung des geltenden Rechts. Mit einem wahren Bienenfleiß hat der Verfasser die diesbezüglichen Quellen gesammelt und die einschlägige Literatur studiert. Darum bietet die Arbeit für Historiker und Juristen, besonders aber auch für die in paritätischen Gemeinden tätigen Geistlichen beider Konfessionen großes Interesse. Der Verfasser befiß sich sichtlich möglicher Objektivität

und wollte ohne jegliche Voreingenommenheit rein wissenschaftlich zu Werke gehen, was ihm auch meistens gelang. Nur hie und da verriet er protestantische Vorurteile oder Fleiner'sche Steckenpferde. Es genüge, auf einige hinzuweisen. Wenn S. 12 gesagt wird: « Daneben wirkte mit die damalige Lehrunsicherheit ... in der katholischen Kirche » und dies von einzelnen Geistlichen gemeint ist, die in ihrer Lehre schwankten, dann ist nichts einzuwenden, wohl aber, wenn darunter eine Unsicherheit des kirchlichen Lehramtes zu verstehen wäre. Weniger harmlos sind schon die Bemerkungen auf S. 30 und 44: « Es ist neben der konservativen Seite ein Wesenszug der katholischen Kirche und ihrer Rechtsetzung, daß sie zu allen Zeiten durch kluges temporäres Verlassen oder Auslegen der an sich unwandelbaren Grundsätze sich den äußern Zeitumständen angepaßt hat. ... Ob für die Zukunft die strenge Fassung des can. 823, § 1, Wandel schaffen wird in diesem opportunistischen Verhalten der katholischen Kirche, wird von der Ausübung des Rechtes der Dispensation in dieser Frage abhängen. » — In der katholischen Kirche ist strenge zu unterscheiden zwischen Glaubenssätzen und disziplinarischen Vorschriften. Nur die erstern sind « unwandelbare Grundsätze », die die Kirche nie preisgibt, auch wenn darob ein ganzes Land, wie ehemals England, verloren gehen sollte; die letztern können sich nach Zeitumständen ändern, können sogar gleichzeitig an verschiedenen Orten differieren, da viele Entscheidungen den Bischöfen einzelner Diözesen überlassen sind, die nach den lokalen Verhältnissen und Schwierigkeiten entscheiden müssen. — Daß ein oft widerlegter Einwurf der Protestanten noch weiterwuchert, bezeugt die Stelle im Kleindruck auf S. 44: « Glasgemälde, die ja nie Objekte der Anbetung waren, duldet er » (Zwingli). Von diesen und einigen andern Stellen abgesehen, verdient die Arbeit, die indessen nicht in allen Einzelheiten ausgearbeitet ist, unsere Anerkennung und viele, besonders Thurgauer, werden sie mit Interesse lesen.

Dr. P. *Hugo Müller* O. S. B.

---

**Holenstein Dr. Th. Die konfessionellen Artikel und der Schulartikel der schweizerischen Bundesverfassung.** 1931. Verlag Otto Walter A.-G. Olten.

Das Buch ist in der Hauptsache keine Darstellung, sondern eine Quellensammlung über die Entstehungsgeschichte der konfessionellen Ausnahmegesetzungen und des Schulartikels in der geltenden Bundesverfassung von 1874. Es gibt in breiter Anlage den Inhalt der bezüglichen amtlichen Drucksachen, der in der Öffentlichkeit gewechselten polemischen Schriften und die Beratungen in der Bundesversammlung wieder. So entsteht ein ungemein lebendiges Bild vom Werden des geltenden Staatskirchenrechtes des Bundes. Die handliche Materialiensammlung ist nicht nur für den Juristen, der hier wichtige Texte für die Gesetzesauslegung findet, von Interesse. Der Historiker gewinnt aus dem in protokollarischer Form mitgeteilten Stoffe Einblick in die geistigen Strömungen und Einflüsse,

welche die Verfassungsrevision bestimmten und die dem Werke, das 1870 im Zeichen von Toleranz und religiöser Freiheit begonnen wurde, schließlich den kulturkämpferischen Stempel aufdrückten. Es ist ideengeschichtlich von besonderem Interesse, wie die von Segesser geführte katholisch-konservative Minderheit unter dem Einflusse des sog. liberalen Katholizismus in Frankreich die Freiheit zur Grundlage ihrer Argumentation machte und sich um die positive Formulierung des Begriffes der Glaubensfreiheit mühte. Die Kulturkämpfer dagegen lehnten Cavours « Freie Kirche im freien Staate » ausdrücklich ab und forderten die Oberherrschaft des Staates über die Kirche. Bemerkenswert ist auch der starke Einfluß, den wirtschaftspolitische Fragen (Gotthardbahn) auf den Gang der Revision und das Schicksal der kirchenpolitischen Bestimmungen ausübten.

Leider hat das Buch den großen Mangel, daß es für das geschickt und sicher mühsam zusammengetragene Material keinerlei Quellenbelege anführt. Auch fehlt ein Sach- und Personenregister. Der Verfasser, dem wir eine Reihe interessanter Studien zur Geschichte des schweizerischen politischen Katholizismus zu verdanken haben, kündigt eine ähnliche Darstellung der unter dem Namen « Kulturkampf » bekannten Vorgänge an. Hoffentlich werden dort diese Mängel, welche die wissenschaftliche Brauchbarkeit stark beeinträchtigen, vermieden.

Dr. E. F. J. Müller.

---

**Karl Heussi. Die Krisis des Historismus.** Tübingen, J. C. B. Mohr, 1932. VII-104 SS. ; br. M. 4.20.

Die vorliegende Studie des Jenenser Kirchenhistorikers behandelt die Frage, « inwieweit die große geistige Krisis, die wir in den letzten Jahrzehnten erlebt haben, den Historismus im Sinne der um 1900 üblichen Auffassung der historischen Wissenschaft ins Wanken gebracht oder doch entscheidend abzuwandeln vermocht hat » (Vorw.). Ausgangspunkt ist also Auffassung und Gestalt der Historie um die Jahrhundertwende, die eine relative Einheit darstellt, insofern sie gewisse durchgehende Merkmale aufweist. Als « Historismus » wird sie von Heussi bezeichnet, weil sie von der unerschütterten und gleichsam fraglosen Überzeugung einer grundsätzlich erreichbaren Objektivität und Adäquatheit der Geschichtsbetrachtung getragen war. In den letzten Jahrzehnten und v. a. in den Jahren nach dem Kriege ist aber von den verschiedensten Seiten her sowohl der Wert wie auch die Möglichkeit einer objektiven Geschichtsbetrachtung (mindestens im Sinne des « Historismus » um 1900) grundsätzlich in Frage gezogen worden. Der Historismus erlebte also seine « Krisis ». Beide Phasen werden im ersten Kapitel in einigen charakteristischen Motiven und Exponenten vorgeführt. Für das letzte Jahrünft glaubt Heussi (wohl mit Recht) ein Abflauen der « Krisenstimmung » in und gegenüber der Historie feststellen zu können. Übrigens gilt ihm der schillernde Begriff « Historismus », der durch das große geschichtstheoretische Werk von E. Troeltsch (« Der Historismus und seine Probleme », 1922) in den wissenschaftlichen

Sprachgebrauch eingeführt worden ist, selber als typische Schöpfung jener « Krisenstimmung ». (Warum hat ihn dann aber Heussi in den Titel seiner Schrift aufgenommen und ihn gerade der Historie der Jahrhundertwende als Stempel aufgeprägt ?)

Im zweiten Kapitel wird die Krisis des Historismus « in systematischer Sicht » behandelt. Der Verf. stellt sich die Frage, inwieweit die methodologischen und geschichtstheoretischen Positionen des « Historismus » (also der Historie um 1900) eine in sachlicher Hinsicht begründete Umbildung erfahren haben oder erfahren müssen. Die tatsächlichen Wandlungen im geschichtlichen Denken und in der historischen Wissenschaft des letzten Menschenalters werden zum Anlaß einer kritisch-theoretischen Überprüfung der Voraussetzungen und der Strukturiertheit des historischen Erkennens genommen. Auf dieser theoretischen Fragestellung liegt für den Verf. wie auch für uns das Hauptgewicht der Schrift. Es zeigen sich hier freilich Schranken, die darin begründet sind, daß die geschichtstheoretischen Probleme nicht bis in die erforderliche Tiefe verfolgt werden. Durch diese Vorbehalte soll aber das Verdienst des Verf. um die Klärung dieser Probleme keineswegs geschmälert werden. Wir versuchen, seine wesentlichen Thesen, die in Anknüpfung an die nach Heussi den « Historismus » um 1900 charakterisierenden Momente entwickelt werden, festzuhalten.

Das Problem des « Gegenstandes » der Historie sucht Heussi gegenüber dem Historismus (der — immer nach Heussi — ein an sich gegebenes, ein für allemal feststehendes, eindeutig strukturiertes « Objekt » annahm) dahin zu vertiefen, daß der Vorgang und das Wesen der historischen Erkenntnis « perspektivistisch » verstanden werden muß. Das historische Erkennen beruht auf einem (bewußten und unbewußten) « Auswählen », es ist nicht ein einfaches « Wiederholen » und « Abbilden »; der historische « Gegenstand » formt sich nach unseren Fragestellungen und nach unserem Standort und geht also als solcher nie abgeschlossen und unverrückbar in das Geschichtsbild ein, sondern bleibt ein unerschöpflicher Anreiz zu immer neuen historischen Auffassungen. Dies wird jedoch dahin eingeschränkt, daß auf einem bestimmten Standort, bei richtiger Anwendung der historischen Methoden, « eine *einzig*e logisch zwingende, also richtige ... Auffassung » sich ergeben müsse (55 f.). Hier müßte nun freilich die Frage der « Standortsgebundenheit » noch erst geklärt werden; denn was macht einen « Standort » aus, und vor allem: was macht einen solchen Standort legitim? Hier liegt nach unserer Meinung eines der schwierigsten und ungeklärtesten geschichtstheoretischen Probleme, das bei Heussi keine Förderung erfährt.

In der Frage der historischen Relationen, d. h. der konsequenten Einordnung der geschichtlichen Größen in ihre Zusammenhänge, hat Heussi keine glückliche Hand. Er hat nämlich den sonderbaren Einfall, dieses historiographische Faktum, diese Lehre von den historischen Relationen als (echten) *Relativismus* zu bezeichnen. (Warum nicht wenigstens Relationismus?) Der damit gemeinte Sachverhalt ist natürlich korrekt dargestellt. Aber wenn nun Heussi von *dieser* Definition des Relativismus aus folgert: « Die üblichen Vorwürfe gegen die ‚relativistische‘ Haltung

erweisen sich daher bei näherem Zusehen als verworren und gegenstandslos » (70), so ist diese Behauptung und alles, was daran (etwa über das Problem der Werte) weiter geknüpft wird, nicht bloß verworren, sondern ganz eigentlich « gegenstandslos ». — Bei der Frage des historischen « Evolutionismus » werden einige logische Präzisierungen vorgenommen. « Entwicklung » ist in der Historie ein bildlicher Ausdruck, denn « dadurch, daß immer neue Bedingungen und Bedingtheiten auftreten, wird immer wieder ein neuer Sachverhalt hergestellt » (83). Wenn aber so « doch die Tatsache der rastlosen und restlosen *Wandlung* aller dem geschichtlichen Bereich angehörenden Dinge unbezweifelbar bestehen » bleibt (87), so ist damit das hier sich ergebende Problem der historischen Identität und Kontinuität nicht deutlich genug gesehen. — Bezüglich der letzten von Heussi behandelten Frage : der grundsätzlichen Immanenz der historischen Erkenntnisse und Aussagen, sieht er in der modernen ideengeschichtlichen oder geistesgeschichtlichen Behandlung eine Verfeinerung und Bereicherung, nicht aber eine Überwindung der im Bereich des Tatsächlichen sich haltenden Historie. Die neuere Geschichtslogik hat den gegenüber dem puren Tatsächlichen « transzendenten » (geistigen) Faktor in aller Geschichtserkenntnis stark herausgearbeitet, und grundsätzlich auf derselben Ebene liegt die historische « Wesensschau » (« Sinn », « Idee », « Wesen » einer historischen Erscheinung). Damit « ist sozusagen eine Transzendenz in der Immanenz erschlossen. Aber keineswegs ist ein Durchbruch zum Metaphysischen im strengen Sinne von der Historie erreicht » (104).

Oskar Bauhofer.

---

**Otto Bardenhewer. Geschichte der altkirchlichen Literatur.** Fünfter Band : Die letzte Periode der altkirchlichen Literatur mit Einschluß des ältestens armenischen Schrifttums, gr. 8° (XII-424 SS.). Freiburg im Breisgau 1932, Herder. Geheftet 9 M. ; in Leinwand 11 M.

Ce cinquième et dernier volume de la patrologie de Mgr Bardenhewer étant le premier que nous ait envoyé l'éditeur, on nous permettra de rappeler le contenu des volumes précédents : le tome I, paru en 2<sup>me</sup> édition en 1913, va jusqu'à la fin du II<sup>me</sup> siècle ; le tome II, qui s'étend jusqu'au début du IV<sup>me</sup> siècle, a été réédité en 1914 ; le tome III, consacré au IV<sup>me</sup> siècle, a paru, en 1923, en 2<sup>me</sup> édition inchangée, sauf une douzaine de pages d'adjonctions que l'on peut se procurer séparément. En 1924 paraissait le quatrième volume, qui traite du V<sup>me</sup> siècle et de la littérature syriaque du IV<sup>me</sup> ; et voici enfin le cinquième volume qui s'arrête, pour l'Orient, à saint Jean Damascène et, pour l'Occident, à saint Isidore de Séville, soit, comme s'exprime l'auteur, aux deux derniers écrivains importants d'une période de décadence intellectuelle qui allait, dans la suite, malheureusement, s'accentuer encore. Mgr Bardenhewer a consacré, en outre, une quarantaine de pages à la littérature arménienne du V<sup>me</sup> siècle, époque de ses débuts, jusqu'au commencement du VI<sup>me</sup>, où le passage de l'Arménie au monophysisme entraîne la disparition de sa production littéraire.

Au lieu que, dans le tome IV, les écrivains orientaux étaient classés par patriarcat — Alexandrie, Constantinople, Antioche et Jérusalem — dans ce volume, les écrivains grecs et arméniens sont groupés d'après le genre littéraire qui a été plus spécialement le leur ; d'où les rubriques suivantes : dogmatique et polémique, morale et ascétisme, exégèse, histoire et hagiographie, éloquence sacrée et enfin, poésie. Pour l'Occident, au contraire, l'auteur a suivi l'ordre géographique : il passe successivement en revue l'Italie, l'Afrique, la Gaule et l'Espagne. C'est évidemment la solution la plus pratique, celle qui permet de retrouver le plus rapidement les renseignements dont on a besoin. Au surplus, une table de tous les noms d'auteurs vient encore faciliter ces recherches.

Chaque chapitre s'ouvre par une caractéristique générale de l'époque ou du mouvement théologique envisagé ; puis, du moins pour les écrivains les plus importants, l'auteur suit une marche identique : en divers paragraphes, suivis chacun d'une copieuse bibliographie, il explique la place occupée par cet auteur, il raconte ensuite sa vie et il présente enfin ses différents écrits. C'est ainsi qu'il procède pour saint Jean Damascène, saint Benoît, Ennodius de Pavie, Boèce, Cassiodore, saint Grégoire le Grand, Fulgence de Ruspe, saint Avit, saint Césaire d'Arles, Grégoire de Tours, Venantius Fortunat, Martin de Bracara, saint Isidore de Séville, etc.

Quelques petites remarques : les quatre articles que l'abbé Paul Lejay a fait paraître dans la *Revue d'histoire et littérature religieuses*, sur le rôle théologique de Césaire d'Arles, ont été ensuite réunis en volume sous le même titre (Paris, Picard, 1906). Au sujet de saint Maire, on admettra difficilement que le transfert du siège épiscopal d'Avenches à Lausanne se soit fait déjà avant 585 ; et il aurait fallu citer, à propos de cet évêque et de son épitaphe, tout au moins les pages que Mgr Besson lui a consacrées dans ses *Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne et Sion* (pp. 176-209). Au sujet des deux « Vies » de saint Grégoire le Grand, il fallait renvoyer à l'article du P. Moretus dans les *Analecta Bollandiana*, t. 26 (1907), p. 66-72, et mentionner, parmi les éditions du *Pastoral* du même pape, celle de la *Biblioteca SS. Patrum* de Rome (1908) ; c'est celle qui a été utilisée pour la traduction française de cet ouvrage parue dans la collection *Pax*, en 1928. Enfin — et ceci est une remarque d'ordre plus général — ne serait-il pas à souhaiter, d'autant plus que ce volume a environ 300 pages de moins que ceux qui l'ont précédé, qu'on y donnât une table générale de tout l'ouvrage : non pas, comme le font les tables qui terminent chacun des cinq volumes, la nomenclature de toutes les pages où apparaît le nom d'un auteur, mais simplement l'indication de celles où il est question de lui *ex professo* : cela dispenserait de chercher à deux endroits lorsqu'il s'agit d'un écrivain qui chevauche sur deux siècles, ou encore d'un auteur de deuxième ou troisième ordre, dont on est bien excusable de ne pas savoir toujours à quel siècle il appartient. On y mentionnerait également les ouvrages qui, pour une raison ou une autre, ont été détachés de leur auteur et de leur milieu naturel : ainsi le *De viris illustribus*, que l'on cherche en vain dans la quarantaine de pages consacrées à saint Jérôme, à la fin du tome III, parce qu'il a été présenté tout au début du premier volume.

Voici près de 40 ans que Mgr Bardenhewer préludait, en 1894, par la publication de sa *Patrologie*, à son *Histoire de la littérature ecclésiastique ancienne*, dont le premier volume paraissait en 1902. 30 ans plus tard, étant plus qu'octogénaire, il nous donne le cinquième et dernier volume de ce remarquable ouvrage, l'exposé le plus étendu et le plus complet de l'ancienne littérature chrétienne qui ait été fourni par les catholiques, ouvrage qui fait autorité dans tous les milieux et qui est le guide indispensable de quiconque veut aborder d'une manière un peu approfondie l'étude de la patristique.

L. Wæber.

---

**Dr. Marcel Beck. Die Patrozinien der ältesten Landkirchen im Archidiakonat Zürichgau.** Schweizerstudien zur Geschichtswissenschaft, XVII. B. 1933. Verlag A. G. Leemann und Co. Zürich-Selnau.

Des Verfassers Absicht ist, den Wert der Patrozinien für jedes untersuchte Gotteshaus festzustellen. Im ersten Abschnitt (S. 1 bis 43) verbreitet er sich über die *Grundlagen der Patrozinienforschung* (Aufgaben, Schwierigkeiten und Besonderheiten der Patrozinienforschung, Methode und Gliederung der Arbeit, Abgrenzung des Untersuchungsgebietes); im zweiten Abschnitt (S. 44-140) werden die *einzelnen Gotteshäuser* des alten Zürichgautes in alphabetischer Reihenfolge behandelt. Der dritte Abschnitt (S. 141-155) handelt von den vorzüglichsten *Patroziniums-Heiligen* des untersuchten Gebietes. Dann folgen zwei *Exkurse* über den Stand des Steuereinkommens des Archidiakonats Zürichgau im Jahr 1275 und über die Datierung von zwei Einsiedler-Manuskripten. Den Schluß bilden mehrere Register und eine Karte zu den behandelten Gotteshäusern.

Daß das große Werk Nüschelers: «Die Gotteshäuser der Schweiz» (seit 1864) verschiedener Verbesserungen und Ergänzungen bedarf, wird wohl niemanden verwundern, und wenn Dr. M. Beck seine Artikel über die einzelnen Kirchen als Nachträge zu Nüschelers Werk denkt (S. 33), so ist dem durchaus beizustimmen und seine Arbeit kann als wertvoller Beitrag zur Erforschung der Patrozinien begrüßt werden, aber den eingangs genannten Zweck hat u. E. der Verfasser nicht erreicht. — Die Patrozinienforschung ist und bleibt eine *bloße Hilfswissenschaft* der Kirchen- und Heiligengeschichte. Von den Verhältnissen eines so eng begrenzten Gebietes, wie der alte Zürichgau es darstellt, Schlüsse ziehen zu wollen, die auf allgemeinere Geltung Anspruch erheben, ist sehr gewagt. Auch ist bei dieser engen Begrenzung des Untersuchungsgebietes unmöglich, die Heiligenverehrung kartographisch zu erfassen (S. 19); aber gerade die Erforschung der Patrozinien, die doch nicht so ganz eine untergeordnete Rolle innerhalb der Heiligenverehrung spielen, wie M. B. meint (S. 1), sollte diese kartographische Erfassung mehr und mehr ermöglichen. So hätte der Verfasser besser getan, sich das Ziel zu stecken, zu einer erweiterten und vertieften Patrozinienforschung weitere Bausteine zu liefern.

*Methodisch* scheint der Verfasser doch zu sehr dem Grundsatz zu

huldigen: « Quod non est in actis, non est in factis. » Aus dem bloßen Umstand, daß bei der ersten urkundlichen Nennung eines Ortes ein dortiges Gotteshaus nicht erwähnt wird, folgt noch nicht, daß es kein solches gab. Dieser Schluß wäre nur zulässig, wenn bewiesen würde, daß ein vorhandenes Gotteshaus samt seinen Patronen hätte genannt werden *müssen*, aber dieser Beweis wird nicht so leicht zu erbringen sein. — Bezüglich der *Kirchweihen* werden zwar die S. 5 gemachten allgemein gehaltenen Bemerkungen schon stimmen: es gab gewiß der Gründe mehrere, wenn Kirchen längere Zeit ungeweiht blieben. Kapellen müssen nicht geweiht werden; darum ist das in Anmerkung. 7, S. 5, angeführte Beispiel nicht gerade glücklich. Noch heute gibt es viele Gotteshäuser, die an und für sich *geweiht* werden sollten, aber vorderhand bloß *benediziert* (gesegnet) sind, in denen der einzige benützbare Altar ein sog. Tragaltar ist. Solange aber die Quellen über den Werdegang, insbesondere über die Baugeschichte der einzelnen Gotteshäuser so spärlich fließen, bleibt es im Einzelfall immer etwas Gewagtes, von Kirchen zu reden, die während langer Zeit ungeweiht blieben. Und solange nach des Verfassers Geständnis (S. 9) die Geschichte der Kirchweihe im Frühmittelalter nicht geschrieben ist, darf auch nicht im Einzelfall aus der bloßen Unmöglichkeit, einen Patron nachzuweisen, der Schluß gezogen werden: es habe wohl geweihte, aber *patronlose* Kirchen gegeben. Wenn die Patrone bald genannt werden, bald aber auch nicht (S. 7), so kann dies im Einzelfall von verschiedenen äußern Umständen abhängen, insbesondere von der Notwendigkeit oder Nichtnotwendigkeit, die betreffende Kirche von andern zu unterscheiden. — Auch ist der Trennungsstrich zwischen den Eigenkirchen, die aus finanziellen Gründen erstellt wurden, und den eigentlichen Seelsorgskirchen (S. 4) zu scharf gezogen; die weltlichen Grundherren von Bäretswil (S. 46) und Nuolen (S. 99) konnten neben der Vermehrung ihrer Einkünfte sehr wohl noch die bessere religiöse Betreuung ihrer Leute im Auge haben. Zutreffen mag schon, daß sich die weltlichen Herren nicht immer um den guten Stand oder um die Weihe ihrer Eigenkirchen gekümmert haben und daß die Klöster manches nachzuholen hatten, wenn sie in den Besitz dieser Kirchen kamen, aber der Verfasser geht hier mit seiner Unterscheidung zu weit.

Zu diesem methodischen Mangel kommen noch *irrig*e Voraussetzungen. Eine solche unbewiesene und unbeweisbare Voraussetzung ist z. B., daß die eingeschlossenen Reliquien mit dem Namen des Patrons des Altars oder der Kirche übereinstimmen mußten (S. 111). Offenbar im Bestreben, diese Annahme folgerichtig durchzuführen, kam der Verfasser zu dem (von ihm gesperrt gedruckten) Satze: « Warum aber gerade Michael zum Patrozinium (in Eschenbach) bestimmt wurde, läßt sich nicht sagen. Wahrscheinlich waren besonders viele Reliquien dieses Heiligen (im Kloster St. Gallen) vorhanden » (S. 66). Daß der Verfasser nicht an irgend einen Heiligen dieses Namens denkt, zeigt S. 67, wo Michael ausdrücklich als Erzengel bezeichnet wird. Gewiß haben im Mittelalter gewinnsüchtige und leichtgläubige Leute im Besitz von Engel-Reliquien sein wollen; aber diese Zumutung an die geistig so hoch stehenden Mönche von

St. Gallen hätte man in einer Doktor-Arbeit nicht erwartet. Unzutreffend ist ferner die Voraussetzung, die vorhandenen Reliquien seien alle in die Altäre «rekondierte», eingeschlossen gewesen; wozu dienten dann aber die im Mittelalter hergestellten und noch heute bewunderten Reliquien-schreine?

Dazu kommen noch zahlreiche *Schiefheiten* und *Irrtümer* in *Auffassung* und *Darstellung*. So ist S. 20 von Reliquienhandel schlechthin die Rede. Gewiß blühte im Mittelalter zeitweilig der Reliquienhandel, aber neben dem Handel mit Reliquien gab es auch einen rechtmäßigen Erwerb von solchen. Die Bemerkung: «Alle damals in der Kirche (von Kilchberg) verehrten Heiligen sind damit aufgezählt» (S. 78) kann leicht auch so verstanden werden, daß der Verfasser die heiligste Dreifaltigkeit zu den Heiligen zählt. — Rein aus der Luft gegriffen ist die Behauptung, das römische Christentum habe auf deutschem Boden alles nicht auf römischer Basis wurzelnde religiöse Leben schneller auszurotten vermocht als anderwärts (S. 22). In unsern Landen machte sich in der Frühzeit der römische Einfluß zumeist nur durch das Frankenreich geltend, und was Rom bekämpfte, waren nicht die dem deutschen Wesen angepaßten christlichen Gebräuche, sondern Überbleibsel heidnischen Aberglaubens. Die hohe Verehrung, die schon früh auf germanischem Boden der hl. Martin v. Tours, der hl. Ulrich, der hl. Rupert, der hl. Gallus usw. fanden, steht ganz auf der gleichen Linie wie der Kult, den die römische Kirche den römischen Märtyrern erwies, und sie zeigt, daß diesseits der Alpen der Heiligenkult nicht minder eine tieferinnere Angelegenheit des christlichen Volkes war wie jenseits der Alpen (S. 12). Aus der Beliebtheit des Heiligenkultes aber folgt noch lange nicht, daß sich Maria an die Stelle Gottes setzte, und sie selber wieder durch eine Unzahl von Heiligen verdrängt wurde (S. 151); das damalige Erbauungs- und theologische Schrifttum redet eine ganz andere Sprache. — Unbeweisbar ist die Behauptung, die ältesten Landkirchen (im Zürichgau) gingen alle auf das Kloster St. Gallen zurück (S. 32); selbst wenn die Klöster alle diese Kirchen gebaut hätten, was erst noch zu beweisen wäre, so käme neben St. Gallen noch die Abtei Reichenau (s. die Kultur der Abtei Reichenau, I, S. 478 ff.), und im weitern auch Pfäfers und Luzern in Frage. — Mindestens schief ist die Behauptung, Bonifatius stehe zum Klostergründer Pirmin in einem gewissen Gegensatz (S. 28); denn zwar nicht persönlich, aber durch seine Schüler und Schülerinnen stiftete der Wanderapostel und Organisator Bonifatius ebensoviele Klöster als Pirmin. — Unrichtig ist, daß die Pirminspredigt das Muster einer Missionspredigt in unsern Landen sei; bei P. Gall Jecker O. S. B., den der Verfasser (S. 28) anführt, mag er auch im gleichen Zusammenhang über Ursprung und Zweck dieser Predigt nachlesen. — Unrichtig ist, daß sich im *Pactus Alamannorum* keine Spur von Christentum finde (S. 24); denn in Art. 48 ist von Kirchen die Rede. — Falsch ist die Behauptung, die Gallus- und Kolumbanskirchen seien im Vergleich zur Bedeutung dieser Männer für die Mission äußerst selten (S. 11); denn sobald der öffentliche Kult dieser Glaubensboten von der Kirche anerkannt war, wurden ihnen in den Gebieten, wo sie gewirkt hatten, zahlreiche Kirchen

geweiht. — Aus der Urkunde von 904 für Wangen (Schwyz) zu schließen, dort aufgefundene Alamannengebeine seien als Überreste des hl. Kolumban angesehen und ausgegeben worden (S. 127–128), ist bloße Willkür. — Was endlich die *Einsiedler Urkunden* betrifft, so ist zu beachten, daß alle S. 160–163 aufgeführten Orte urkundlich im X. Jahrh. als Stiftsbesitz nachzuweisen sind. Daraus, daß keine Kirchen erwähnt werden, folgt noch nicht notwendig, daß keine da waren; für Eschenz wird sie noch eigens genannt. Das angefochtene MSC 29 (Tafel I) zeigt rechts die charakteristischen Vermerke des Heinrich von Ligerz, der in der ersten Hälfte des XIV. Jahrhunderts Thesaurar (Kustos und Archivar) des Stiftes war; damals aber gab es noch keine Humanisten in unsern Landen, die sich mit solchen Schreibübungen abgegeben hätten. Von den zwei Kaiserurkunden, die den Erwerb der Insel Ufnau und des Hofes Pfäffikon betreffen, schrieb Sickel in *Monum. Germ. Historica Dipl.* II. S. 136: « Von FA mit Benutzung von DO I, 276 (eben der ersten Urkunden) verfaßt und geschrieben. *Damit nehme ich das Urteil zurück, welches ich in Schweizer-Kaiser-Urkunden, 78–85, über diese beiden Urkunden gefällt habe.* »

Zusammenfassend darf wohl gesagt werden, daß mit Studien dieser Qualität der Sache der Patrozinienforschung nicht besonders gut gedient ist.

Stift Einsiedeln.

Dr. P. Theodor Schwegler O. S. B.

---

**Dr. Alois Müller. Der Chronist Hans Wulfin und seine Aufzeichnungen.**

26 doppelspaltige S. Separatabdruck aus dem Zuger Kalender. Jahrg. 1933, J. Speck u. Co., Zug.

Dr. A. Müller, besonders verdient um die Geschichte des Kt. Zug, behandelt hier einen zugerischen Chronisten, Hans Wulfin (1490/1565), der an der aufstrebenden zugerischen Geschichtsschreibung des XVI. Jahrhunderts einen beachtenswerten Anteil hat. Wulfin, aus einem angesehenen Zuger Geschlecht stammend, ist zum Chronisten herangereift, in zahlreichen Reisen, die ihn weitherum führen (Rom, Mailand, Aachen, Süddeutschland, Lyon), auch im Dienste seines Standes, der ihm verschiedene Ämter in der zugerischen Verwaltung übertragen hat.

Was Dr. Müller von der Chronik bietet, ist eine wohlerwogene Auslese, deren Gehalt er in verschiedene Kapitel (Aus dem politischen Leben des XVI. Jahrhunderts, Rechtssachen, kirchliche Nachrichten, soziale Einrichtungen und soziales Wirken) einordnet. Am wertvollsten sind die Beiträge der Chronik zur Baugeschichte der St. Oswaldskirche, zum kirchlichen Leben in Zug überhaupt (Patronatsrechte der Stadt, Haltung des Rates gegenüber der neuen Lehre). Wulfin ist treuer Altgläubiger. Als Beilagen gibt der Verf. aus der Zurlaubschen Sammlung, die auch die Chronik enthält, den Vertrag zwischen Bürger und Rat von Zug im Bachmannhandel von 1585, XII. 16., die Stelle der Chronik zur Schlacht bei Dreux (1562) mit der Liste der Gefallenen aus dem Lande Zug und endlich eine Urkunde von 1435, I. 26., die sich auf die Stiftung einer Herberge für die armen Leute bezieht.

Die Studie ist ein glücklicher Beitrag zur Geschichte Zugs, welcher der Beachtung auch wissenschaftlicher Kreise durchaus wert ist und zugleich geeignet ist, das Ansehen guter Heimatgeschichte in breiteren Schichten des Volkes zu fördern.

*O. Vasella.*

**R. N. Carew Hunt. Calvin.** 335 Seiten. Titelbild. Preis geb. 10/6 sh. net. The Centenary Press. London 1933.

Die Veröffentlichungen zum theologischen und politischen Werke Calvins sowie die Versuche, es kulturgeschichtlich, historisch, soziologisch zu deuten, haben seit der Feier seines 400. Geburtstages stark zugenommen. Jedoch fehlt — merkwürdigerweise und im Gegensatz zur lutherischen Literatur — in fast allen Abhandlungen dieser letzten 30 Jahre eine umfassende und auf sämtliche erreichbaren Belege quellenmäßig gegründete Darstellung des Calvinischen Lebens. Diese Tatsache gilt — auch merkwürdigerweise — in noch stärkerem Maße als für uns für die englische Welt, die seit dem Erscheinen des Walkerschen Werkes (1906) keine neue und das in den Archiven erschlossene Material verwertende biographische Übersicht kennt. Die Arbeit Carew Hunts füllt nicht nur diese bisher bestehende und sehr oft als mißlich empfundene Lücke innerhalb der Gesamtgeschichte des Calvinischen Wirkens und der Entstehungsjahre der Reformierten Kirche aus, sondern sie gibt durch die Art ihrer Darstellung, die keine Geschichte des Calvinismus, sondern die des Calvin sein will, die Mittel zum menschlichen Verstehen und zum seelischen Erfassen und Ergründen der für spätere Zeiten politisch so gestaltungskräftig werdenden Lehren, die von Genf und Calvin ausgehend einen großen Teil der alten und der neuen Welt geistig und wirtschaftlich völlig umgestalten.

Hunt weist, durch seine Aktenkenntnis unterstützt, die mannigfachen alten und neuen, französischen, deutschen, katholischen Calvins Privatleben verdächtigenden Anwürfe als unhaltbar zurück. (Bolsec, Desmay, J. B. G. und J. A. Galiffe, Kampschulte u. a.). Er versteht es, trotz den nüchternen aktenmäßigen Belegen, in einer manchmal erstaunlich dramatisch zugespitzten Form, die den historischen Bericht in erzählender Art hält, das politische Leben des mittelalterlichen Genfs gegenständlich werden zu lassen und jene entscheidenden Vorgänge zu zeigen, die unter Calvin Genf aus einer deutschen Stadt endgültig zu einer französischen werden lassen.

Die in Genf geschehende Entwicklung der religiös-reformatorischen Ansichten erweist sich als engstens zusammengehörig mit der von Genf erstrebten Entwicklung und Lösung diplomatisch-politischer, durch die Geschlechterherrschaft bedingter Bindungen an Bern, Savoyen, Frankreich. Diese Versuche, politische Freiheit zu erlangen, sind verbunden mit der Forderung nach kirchlicher Unabhängigkeit und Selbständigkeit. Von diesem historischen Ansatz aus erhält das Calvinische Wirken in Genf, seine Vertreibung und endgültige Rückkehr, die ihr entsprechende Umrahmung, und hierdurch wird Calvin in die Grenzen seines politisch-kirchlichen Menschentums gestellt. Nur sehr langsam entwickelt er sich, in seinen

Absichten oftmals durch die politischen Parteien Genfs mißbraucht, vom kirchlichen Erneuerer über den Reformator zum geistlichen Diktator und unbestrittenen Cäsaropapisten. Zu den beiden letzten Stufen kommt Calvin nicht durch festes Wollen in vorausschauender Absicht, nicht in voller Erkenntnis der Bedeutung und der politischen Möglichkeiten seiner weltgestaltenden Lehre, sondern getrieben, gestoßen von mannigfachen, zufälligen Umständen.

Die Bedeutung Calvins zu seiner eigenen Zeit, für deren vielgestaltige Richtungen Erasmus, Loyola, Rabelais sprechen, liegt nicht so sehr, wie bei Luther, in einer zur katholischen Lehre gegensätzlichen Religionsauffassung als in seinem politisch-religiösen, allein vom Alten Testament bestimmten Wollen. Seine unmittelbare Wirkung liegt sowohl in der Kraft seiner Reden, der Unbeugsamkeit seines Willens, der härtesten Konsequenz seiner Forderungen, wie auch in der Tatsache, daß er sich als erster seiner Zeit zur Erörterung abstrakter Gedanken der (französischen) Muttersprache bediente. Damit gewannen seine Schriften, besonders die *Institutiones*, die aufrüttelnde und tiefgehende Wirkung der 200 Jahre später erscheinenden *Lettres Provinciales* Pascals.

Calvin fehlt, besonders gegen Ende seines Lebens, im Verkehr mit den rebellischen Genfer Geschlechtern und den zahlreichen theologischen Widersachern die Biagsamkeit des Diplomaten, die ihm nie gelegen hatte. Bei der Verbrennung des Michael Servet, der auch Carew Hunt keine restlose Aufklärung zu geben vermag, erscheint Calvin als ein vom Geiste des Alten Testaments getriebener eifernder Verfolger. Es kehrt hier, wie übrigens auch bei einigen anderen Vorfällen seines Lebens — ohne daß es Carew Hunt in dieser offenen Form ausspräche — das im tiefsten Sinne — fast psychopathisch zu nennende — Dämonische und Leidenschaftliche, Gefühlsbare hervor, das Streitsüchtige, Haß- und Einflußgierige, verbunden mit der rechtfertigenden Überzeugung, Werkzeug und Gesandter im Sinne der Erfüllung eines höchsten göttlichen Auftrages zu sein. Wenn auch bei Calvin nicht wie bei Luther von vorgefallenen Sinnestäuschungen berichtet wird, die einen psychologischen Rückschluß erlauben würden, so liegen doch, und gerade für das höhere Alter, Anzeichen genug dafür vor, daß Calvin als Autokrat in einer mystisch zurechtgebildeten Welt lebte und sie mit einem göttlich-schulmeisterlichen Auftrag tyrannisierte. Calvin gehört zu den psychisch stark depressiv veranlagten Menschen. Echte Lebensfreude hat er, ganz anders als Luther, nie gekannt. Die ganze Strenge alttestamentlicher Moral lastet auf ihm und den von ihm Geleiteten. Calvin blieb ein Misanthrop, unter dessen tyrannischer Herrschaft in Genf jegliche unterhaltende Form gesellschaftlichen Lebens den geistlichen Erbauungen, Andachten, Beichten rücksichtslos weichen mußte. Jedoch die menschliche Neigung, nach der Calvin so verhaßten Lust dieser Erde zu greifen, blieb trotz allen Verfolgungen, Ausweisungen, Gefängnis- und Todesurteilen so stark, daß Calvin gegen Ende seines Lebens diesen Teil seiner Genfer Erziehungsaufgabe so gescheitert ansehen mußte wie alle Versuche, Genf zu einem theologisch-sündenfreien, gottzukunftsgerichteten und dogmatisch-moralisch höchst vollkommenen Gottesstaate alttesta-

mentlichen Charakters zu schaffen, einen Staat, in dem die Kirche und ihre Leiter bedingslos dem Staate und seinen Vertretern übergeordnet sind.

Carew Hunt streift nur die theologisch-gelehrten Kontroversen der Reformationszeit, in die Calvin verwickelt wurde, da sie ihrem Inhalte und ihrer Themenstellung nach zu fern ab von unseren heutigen theologischen Diskussionen stehen. Es wäre jedoch sehr erwünscht gewesen, wenn Hunt im Zusammenhang der biographischen Darstellung auf die kulturgeschichtlichen und theologischen Verbindungen zwischen Calvin, Luther, Zwingli, den übrigen Reformatoren und den Humanisten eingegangen wäre. Hier hätten die bei Carew Hunt richtig dargestellten nach allen Seiten hin erstehenden logischen Unmöglichkeiten in der Deduktion des Prädestinationsprinzips ausgebaut werden müssen, um der Darstellung, die sich zu sehr an den lebensmäßigen Bericht Calvins hält, noch größeren Wert zu geben.

Ein selbständiger Abschnitt dagegen gibt in Umrissen die Calvinische Theologie und Ethik, die sein politisches Schaffen in Genf erst verständlich machen. In der Ausdeutung jedoch kommt Carew Hunt zu keinem anderen oder gar neuen Ergebnis als es schon bei Wernle, Loofs, Seeberg und Troeltsch enthalten ist, wie überhaupt bei ihm die Systematik der schwächste Teil ist. Er läßt Calvin, Weber, Troeltsch folgend, als Begründer des abendländischen Kapitalismus gelten (132), verneint aber die Auffassung, daß der völlig aristokratisch gerichtete Calvin einer der großen Begründer demokratischer Staatsauffassung in Europa sei. (139, 151).

Oxford.

*Dr. Helmut Minkowski.*

---

**Dr. Oscar Doering, Christliche Symbole.** Leitfaden durch die Formen- und Ideenwelt der Sinnbilder in der christlichen Kunst. 69 Bilder, 12<sup>o</sup>, xvi und 148 S. Freiburg i. Br. 1933, Herder. Geheftet 2.80 M.; in Leinen 3.60 M.

Vorliegendes Büchlein ist eine völlige Neugestaltung des vergriffenen gleichnamigen Werkleins von Dr. A. Schmid, dessen 2. Auflage 1909 erschienen ist. Es bezweckt Priestern und Künstlern eine kurze, übersichtliche Zusammenstellung der wichtigsten christlichen Symbole an die Hand zu geben. Die Gruppierung der einzelnen Symbole folgt in großen Linien der Einteilung der durch sie versinnbildeten christlichen Wahrheiten und Institutionen, wie sie jeder Katechismus jedermann eingepägt hat. Es folgen besondere Kapitel über Zahlen-, Farben-, Blumensymbolik, über Sinnbilder und Attribute der bekanntesten Heiligen. Ein gutes Register ermöglicht das rasche Auffinden der gesuchten Symbole. Dies und die handliche Form machen diesen Leitfaden zu einem bequemen Nachschlagebuch. — Wir möchten uns auf folgende Bemerkungen beschränken, die in das Gebiet der altchristlichen Symbolik fallen. Zu S. 6: Weder Anker noch Fisch sind ausschließlich christliche Symbole. Zu S. 37: Eine mit Nimbus versehene Taube als Symbol des Heiligen Geistes ist mir in den Katakomben des II. Jahrhunderts nicht bekannt. Zu S. 53: Das älteste

Bild der Gottesmutter als Orans dargestellt ist wohl das bekannte Fresko im Coemeterium Maius zu Rom aus dem IV. Jahrhundert. Dieses hätte vorteilhaft reproduziert werden sollen. Abbildung 24a und b hingegen haben mit der Gottesmutter nichts gemeinsam als die Orantenstellung. Für manche Symbole ließen sich treffliche altchristliche Beispiele zitieren. Ein stärkeres Heranziehen des gewaltigen inschriftlichen Materials wird etwas vermißt. Für Ursprung und Sinn der christlichen Symbole ist dasselbe meist von größerer Bedeutung als die Fresken. Die epigraphische Literatur wenigstens wird im Buchverzeichnis vernachlässigt. Letzteres läßt überhaupt zu wünschen übrig. Statt alter Verfasser sollten wichtige Neuerscheinungen angeführt werden. Ich erinnere nur an das große Sarkophagwerk von Mgr. J. Wilpert, an das Buch von Fr. Sühling über das Symbol der Taube, an H. Lothar über den Pfau usw. Unter den Zeitschriften sind zu nennen wenigstens das offizielle Publikationsorgan der päpstlichen Kommission für christliche Archäologie, das *Nuovo Bullettino* und die *Rivista di Archeologia cristiana*. Man mag zum seit einigen Jahren besonders von P. Styger entfachten Streit über den symbolischen Charakter der altchristlichen Kunst stehen wie man will, in einem Leitfaden über die christlichen Symbole dürfte die wichtigste einschlägige Literatur genannt werden.

*Othmar Perler.*

---

**Hantsch Hugo.** *Die Entwicklung Österreich-Ungarns zur Großmacht.*  
**Braubach Max,** *Der Aufstieg Brandenburg-Preußens 1640-1815.* 15. Bd. der Geschichte der führenden Völker. Herder, Freiburg i. Br. 1933. Geheftet 8 Mk. 50 ; in Leinen 10 Mk. 50 ; in Halbleder 13 Mk.

Ein seltsames Zusammentreffen in heutiger Zeit : die Geschichte Österreichs und Preußens im selben Band ! Die Geschichte Österreichs ist für uns Schweizer aus einem doppelten Grund von besonderem Interesse : erstens, weil die Habsburger ihre Stammburg und größere Teile ihrer ursprünglichen Hausmacht in schweizerischen Gauen hatten und mit den Eidgenossen bei deren wachsenden Freiheitsgelüsten in Konflikt gerieten, sodann, weil auch Österreich-Ungarn ein Gemenge verschiedener völkischer und sprachlicher Elemente bildete, welches, wie die Glieder des schweiz. Bundesstaates, erst im Laufe einer jahrhundertelangen Entwicklung sich zu einem organischen Ganzen ausbildete, zu einer Gemeinschaft, in der die einzelnen Teile — weil auf der Basis der Gleichberechtigung stehend — sich innerlich verbunden fühlten. Hantsch skizziert die Bildung der Habsburger Macht bis zum Wiener Kongreß. Leider ist alles viel zu summarisch genommen. Mit Siebenmeilenstiefeln wird hier über das Gebiet der *Historia Austriaca* hinweggeschritten. Hantsch bedauert, daß ihm für seine Aufgabe nicht mehr als 160 Seiten zur Verfügung gestellt worden seien. Auch wir glauben, daß die Bedeutung Österreichs für die europäische Geschichte, für den deutschen Reichsverband und für die abendländische Kultur einen größeren Raum verdient hätte. Aber Hantsch hätte wenigstens den verfügbaren Platz besser ausnützen sollen. Nur ein paar der allerwichtigsten

Fakten werden erwähnt, gleichsam als Knochengerüst für seine staatspolitischen Reflexionen, die für diesen Ort zu breit ausgesponnen sind. Diese Betrachtungen sind ja allerdings für den Kenner der Verhältnisse interessant, oft recht wertvoll. Der Wille zur Objektivität ist unbedingt in hohem Maß vorhanden. Die Art, wie z. B. der Österreicher dem Preußen Friedrich dem Großen Verständnis entgegenbringt, oder wie der Vertreter der Kirche — Hantsch ist Benediktiner — Josef II. zu würdigen sucht, verdient alle Anerkennung. Wo nach des Verfassers Meinung die Habsburger gefehlt haben, wird offen und ehrlich, mit wohl gemessenem Ausdruck Kritik geübt. Und daß der Verfasser in seinem Gebiete wohl zu Hause ist, kommt dem Leser klar, doch unaufdringlich zum Bewußtsein. Die Sprache entbehrt nicht eines gewissen Schwunges. Aber alles in allem: Zu viel Betrachtungen über die Geschichte, zu wenig konkrete Geschichte. Wer die Geschichte Österreichs noch nicht kennt, lernt sie hier nicht kennen.

Hantsch sucht sich zwar zu rechtfertigen, indem er S. 115 bemerkt: « Da es unsere erste Aufgabe ist, nicht die Einzelheiten des Geschehens, sondern ihren Sinn und ihre Bedeutung darzustellen . . . » Aber bei dieser einen Aufgabe ist er stehen geblieben, und es war doch nicht die einzige. Wenn sodann die Herrscher bloß als Träger gewisser politischer Ideen und Tendenzen auftauchen, nicht als Gestalten von Fleisch und Blut, so heißt man das noch nicht Geschichte schreiben. Vereinzelt sind wohl Ansätze zu einer plastischen Erfassung der Persönlichkeit vorhanden, z. B. wo der Gegensatz im Naturell zwischen Friedrich III. und seinem Sohn Maximilian hervorgehoben wird. Aber solche Fälle sind selten und bleiben nur Ansätze. Was wiederholt behauptet wird, Österreich sei ein Vorposten der deutschen Kultur gewesen, wird von Hantsch nicht bewiesen. Jedenfalls sind die sehr « spärlichen Andeutungen kulturellen und wirtschaftlichen Lebens » (Vorwort) ganz ungenügend. Und doch hätte gerade auf diesem Gebiet Kapital herausgeschlagen werden sollen und können für Österreich.

Wir möchten wohl auch gerne wissen, was Hantsch zum Kampf der Eidgenossen mit den Habsburgern im XIII. Jahrhundert sagt. Seite 19 lesen wir: « Den Weg, den die Eidgenossen betraten (bei der Ablösung von Habsburg), konnten wohl auch andere Länder gehen. » S. 20: « Der politische Aufstieg der Schweiz (Sempach 1386) entzog die Pässe der Westalpen der Kontrolle der Habsburger und schnitt den nächsten Weg ins Mailand ab, was für die spätere italienische Politik der Habsburger von fundamentaler Bedeutung werden sollte. » Das ist alles. Es versteht sich von selbst, daß in einer stark konzentrierten Betrachtung der österreichischen Geschichte die frühern Kämpfe der Schweizer mit den Habsburgern nicht viel Platz beanspruchen können. Aber Hantsch ist vielleicht hier doch etwas zu kurz geworden und hat nicht den ganzen Zusammenhang mit der großen Geschichte erfaßt. Denn dieser Streit der Eidgenossen ist nicht eine singuläre Erscheinung. Er ist vielmehr ein typisches Beispiel für das damals weit herum sich regende Bestreben demokratischer Gemeinwesen, sich vom feudalen Adel loszusagen. Auch war eben der Kampf zwischen

Habsburgern und Schweizern mitschuldig daran, daß die ersteren während des Thronstreites zwischen Ludwig dem Baiern und Friedrich dem Schönen von Österreich eine Zeitlang zu wenig entschieden eingreifen konnten. Der Schwabenkrieg wird so abgetan (S. 27): « Nicht einmal mehr in der Schweiz sah es (das Reich in seinen Vertretern, den Ständen, die zu sehr auf eigene territoriale Interessen schauten) noch einen Boden, um den es sich im Reichsinteresse zu kämpfen lohnte. »

Die Einleitung mit den geopolitischen Erörterungen über das Donau-Moldaubecken bildet eine schöne Ergänzung zu Hassinger, der in der gleichen Sammlung (Geschichte der führenden Völker) ein vortreffliches Buch über die geographischen Grundlagen der Geschichte geschrieben hat.

Was wir bei Hantsch vermissen, finden wir zu einem guten Teil bei Braubach. Die politische Entwicklung Brandenburg-Preußens von den Tagen des großen Kurfürsten bis zum zweiten Pariser Frieden 1815 wird in kurzen, klaren Zügen gezeigt. Daneben werden auch die wichtigsten Fragen des geistigen und wirtschaftlichen Lebens betrachtet. Auch hier wird man den Willen zur Gerechtigkeit gegenüber dem Gegner und zur Anerkennung der Fehler der eigenen Partei begrüßen. Daß Friedrich Wilhelm I. *mit Recht* der größte *innere* König Preußens genannt werde, ist wohl eine Hyperbel angesichts der Tatsache, daß er für das wissenschaftliche und künstlerische Leben seines Landes herzlich wenig übrig hatte. Das Wesentliche der verschiedenen deutlicher hervortretenden Personen ist gut erfaßt; bei der Charakterisierung sind gelegentliche Parallelen von angenehmem Reiz, z. B. beim Freiherrn vom Stein und Karl August von Hardenberg oder bei Maria Theresia und Friedrich II. Nicht ohne eine gewisse Berechtigung könnte man fragen, ob die militärischen Operationen nicht einen zu breiten Raum einnehmen. Und doch möchten wir gerade bei Preußen diese Seite nicht zu kurz behandelt sehen; denn die besondere Fürsorge für ein tüchtiges Heer und seine militärische Überlegenheit hat Preußen seinen Platz in der Welt gesichert. Daß die Geschichte Preußens in diesem Buch erst mit dem XVII. Jahrhundert ausführlicher einsetzt, ist verständlich. Aber für die frühere Zeit hätten wir doch wenigstens eine Regententafel schon von den Askaniern an gerne gesehen, wie es Hantsch für Österreich von den Babenbergern an getan hat.

*Paul Hildebrand.*

---